

# Bulletin européen

TRIBUNE LIBRE FONDÉE EN 1950 PAR J. CONSTANTIN DRAGAN

Pour l'unité de l'Europe  
au-delà de Hegel et de Marx

## MORT ET RESURRECTION DES SOCIÉTÉS DÉMOCRATIQUES, LIBÉRALES ET TOTALITAIRES

de G.M. Violi

### LA SOCIÉTÉ ATOMISTIQUE

La progression constante des sciences physiques et autres, naturelles ou rationnelles, matérielles ou spirituelles, leurs réalisations en termes pratiques au service de l'homme et de la société représentent les conséquences historiques d'un processus et, par suite, d'un rapport dialectique irréversible qui lie la réalité du monde pratique à la réalité du monde des idées.

Que l'idée soit née en premier, puis la chose, ou vice versa, cela n'a pas beaucoup d'importance.

A nous, qui nous déclarons vivants, il suffit de relever qu'il existe un rapport dialectique irréversible entre les choses et les idées, car s'il permet d'avoir une cognition du rapport réel entre les deux termes, il permet également - malgré la cessation éventuelle de l'un d'eux - d'avoir la cognition tant de la *chose* que nous acceptons

concrètement, que de la *non-chose* que nous acceptons avec l'image, c'est-à-dire avec l'idée.

Ceci signifie que tant les choses que les non-choses sont *réelles*; c'est pourquoi *être* et *ne pas être* sont des entités qui se réalisent dans leur fini et s'additionnent avec leur répétition dans l'infini.

Depuis le jour où Démocrite, qui vécut au V<sup>e</sup> s. av. J.-C., construisit, en partant de simples déductions, son système philosophique, l'humanité a vécu - et vit, aujourd'hui encore - la grande aventure de l'atome, de cette entité sans dimensions et poids, invisible, finie en elle-même et dont l'infini n'est réalisable que par la répétition de plusieurs finis séparés.

Le fini, c'est la chose, c'est l'être, c'est le plein. Toutefois, nous n'aurions pas la cognition de ces finis en soi, c'est-à-dire de la *chose*, de l'*être* et du *plein*, si nous n'avions pas la conception de la *non-chose*, du *non-*

*être* et du *non-plein*, c'est-à-dire du *vide*. Et comme *l'être existe*, cela signifie qu'il existe également son contraire, le *non-être* et que tant celui-ci que celui-là sont *réels*.

Bien que conservant son indivisibilité, sa continuité et sa compacité, l'atome, entité finie, peut prendre des formes, des ordres, des organisations et des grandeurs diverses, celles-ci n'étant que des images de l'unité de *l'être pensé dans le non-être*; c'est pourquoi «...*l'idée est, pour Démocrite, l'unité de l'être multiplié dans les diverses formes possibles du non-être réel, c'est-à-dire dans le vide*».

Dans le vide «... *le rapport entre les atomes produit le composé d'atomes séparés et réunis ensemble. Le vide permet le contact entre les atomes des composés. Le contact d'atomes qui sont des images (eidola) par rapport à un composé d'autres composés, rend la sensation et la pensée possibles*» ... «*cette action d'atomes sur d'autres atomes est l'oeuvre de l'intellect*»... «*la pensée ne serait pas possible sans un rapport entre les atomes dans le vide et donc entre l'être et le non-être qui sont les éléments de la vérité*». <sup>1</sup>

Si nous rapportons cette construction philosophique à l'étude de l'homme et de la société, il sera facile de relever que certaines images de la pensée - c'est-à-dire des idées - sont attribuées à cette certaine «*entité de l'être indissoluble*» identifiable chez l'homme, atome de la société.

Cet être indissoluble, l'individu, le «*fini en soi*» réalise l'infini dans le contact de plusieurs finis en soi (les sociétés) sans toutefois s'intégrer réciproquement, parce que l'*atome-homme* étant *fini en soi* ne peut pas s'intégrer dans un groupement de nature différente de la société dans laquelle il vit.

Intégrer, fondre en un seul organisme des entités fermées par l'étude de relations conçues dans le *vide* du *non-être* démocritien (c'est-à-dire hors de leur réalité moniste) est un non-sens qui ne résiste pas au raisonnement. Aucune société fermée, nationale ne

pourra s'intégrer dans les autres.

Malgré cela, après deux millénaires et demi, les structures sociales, politiques et juridiques des communautés humaines sont conçues et réalisées non pas selon *l'être de l'homme* de et pour l'homme dans la variété de ses manifestations publiques et privées mais, dans des partis politiques qui proposent et mettent en pratique des systèmes sur la base d'idéologies généralisées, de majorités numériques des plus aléatoires, des plus errantes et des plus traîtresses.

L'homme, l'atome, le sujet de notre culture politique, sa multiplication en formations plus ou moins grandes (partis politiques) sera toujours à l'origine de sociétés fermées, les unes contre les autres, armées d'idées, de chars d'assaut ou de bombes atomiques mais, toujours et de toute façon, à la recherche (dans le vide du non-être) de l'identité d'un être social qui lui permet de s'intégrer dans les sociétés.

Nous sommes encore dans la logique du système de Démocrite, malgré la survenue de Platon, de Hegel et de Marx.

#### QUANTITE, QUALITES ET VALEURS OBJECTIVES DE L'UNITE SOCIALE

Chaque homme-atome est renfermé dans la vérité de sa propre unité; une vérité qui pour être subjective - et, par conséquent discutable - ne peut pas s'intégrer avec et dans les vérités d'autrui, si ce n'est qu'avec un processus d'objectivation différent de celui que l'on déduit de la logique des systèmes démocratiques en vigueur d'inspiration démocritienne, l'étalon d'évaluation est confié exclusivement à un calcul numérique: *quantitatif*.

D'autre part, à la limite de nos institutions, on ne voit pas par quel autre moyen il serait possible d'évaluer un choix qui tout en étant l'expression d'une volonté subjective - et, par suite, *quantitative* - serait également l'expression d'une volonté objective, c'est-à-

---

*«Le Passage de la société fermée à la société ouverte peut être considéré comme l'une des révolutions les plus profondes à travers lesquelles est passé le genre humain».*

K.R. POPPER

dire *qualitative*.

On peut toutefois surmonter, d'une façon ou d'une autre, cet obstacle en envisageant un système qui pousse chaque sujet à choisir et à décider en rapport avec un but et, par conséquent, avec un objectif précis et bien déterminé dont dépend leur propre intérêt.

Chaque sujet sera, dans ce cas, amené à juger la bonne réussite de la chose (c'est-à-dire de l'objet) comme son propre succès ou sa propre faillite; sa déduction sera donc fonction de son si ou de son non.

Il est incontestable que dans ce cas la décision, prise par chaque sujet pour le oui ou pour le non, par rapport à la chose n'aurait plus une valeur exclusivement subjective, mais également une valeur objective; c'est pourquoi la somme numérique - c'est-à-dire *quantitative*, du choix renfermerait en soi également une valeur *qualitative*.

En première instance, cette figure ou cette image juridique qui constitue, de par elle-même, l'unité primaire et formative de la nouvelle société est l'*unité-sociale*. Elle joue en soi le rôle et les fonctions jusqu'alors attribués à chaque individu.

L'unité-sociale (qu'elle soit petite ou grande) est la cellule fondamentale de la société à venir à l'intérieur de laquelle les individus construisent leur *être social*, en élaborant et en s'efforçant de concilier ou d'intégrer leurs propres intérêts (ou exigences) avec ceux de la communauté, sans s'en rendre compte.

Nous aurons l'occasion de retourner sur les fonctions que pourra prendre l'unité-sociale dans la société future - dite universalisante - quand nous devrons confronter notre projet institutionnel avec ce qu'a mis en lumière Karl R. Popper à propos de la «*connaissance objective en tant que point de vue évolutionniste*».

C'est alors que nous nous rendons compte pourquoi on surmonte, avec ce système, l'obstacle du calcul numérique, quantitatif «*uniquement d'une façon incertaine*», dans le sens qu'il est susceptible d'une objectivité ultérieure accentuée, tout comme et parce que l'*unité-sociale* substitue, d'une *certaine façon*, les partis politiques dans le sens que tandis que l'*unité-sociale* est le produit institutionnel d'un processus à travers lequel chaque sujet réalise un lien direct

entre le monde physique et le monde intelligible des idées exprimées dans un sens objectif, les partis politiques - de par leur nature - car ils sont fondés exclusivement sur des principes idéologiques (je veux parler des partis sérieux) ne devraient jamais interférer avec le monde des réalités pratiques (économiques, industrielles, commerciales, etc.) et lorsqu'ils le font directement, peut-être à travers les syndicats (ouvriers ou patronaux), ils provoquent le désordre, la désagrégation et, en dernière analyse, la déstabilisation des institutions et, avec elle, la fin de la société.

La relation qui lie le monde physique au monde des idées - exprimé dans un sens objectif - est, comme l'a dit Karl R. Popper, de la plus grande importance. Non seulement elle confirme «... la thèse qu'il existe un monde mental subjectif d'expériences personnelles» ... «mais, également, la thèse que l'une des deux fonctions les plus importantes du second monde consiste à saisir les objets du tiers monde»<sup>2</sup>. En d'autres termes, la relation qui lie le monde physique au monde des idées exprimées dans un sens objectif, non seulement confirme la thèse qu'il existe un monde des idées d'expériences subjectives ... mais également la thèse que l'une des fonctions les plus importantes des idées subjectives consiste à comprendre, dans un sens objectif, les réalités du monde physique, car les objets du tiers monde sont les choses pratiques du premier monde.

Le problème fondamental de la société contemporaine est de trouver un nouveau système d'organisation universalisante juridique, politique et sociale, qui permette de sortir de ce véritable embrouillamini de la conception démocratique révolue de la société.

## L'UNIVERSALITE DE LA VIE ASSOCIEE

La construction philosophique de la société démocratienne dont dérivent les démocraties libérales ou pluralistes actuelles tout comme les totalitaires, est moniste.

Moniste est l'homme, l'individu, entité unique et indivisible.

Monistes, et par conséquent fermées, sont les structures sociales et juridiques qui donnent forme et corps à la société.

Le *protagoniste*, le composant de la vie associée est toujours et uniquement LUI, l'unique, l'atome éternellement en lutte avec lui-même et avec les formes extérieures qui le multiplient à sa propre image dans la société.

L'homme est un et une est la société. Deux formes diverses d'une même entité qui s'opposent à la recherche d'un *être social* qu'elles ne trouveront jamais - si ce n'est dans la domination de l'individu sur tous ou de tous sur l'individu. Tant dans le premier que dans le second cas, l'homme et la société seront toujours réciproquement étrangers, fermés l'UN aux autres à l'intérieur de chaque société, et CHAQUE société fermée aux autres sociétés. Par contre - comme l'explique Popper - la *société ouverte* est la société «dans laquelle chaque individu est appelé à prendre des décisions personnelles»<sup>3</sup>.

La déduction classique selon laquelle la société prendrait deux formes différentes:

- a) *atomiste*, si elle dérive d'une conception individualiste,
- b) *organique*, si elle dérive d'une conception universaliste, serait donc formellement, si ce n'est pas substantiellement, exacte si l'on partait du principe démocratien selon lequel l'individu est l'unique élément absolu et indivisible constituant la société. Mais comme, contrairement à la culture juridique courante - comme cela a été prouvé sur le plan de la réalité physique - *l'atome-homme* est fractionnable car c'est la somme d'exigences psychiques, physiques et morales opposées qui s'intègrent sur le plan social, le concept de l'individualité ne peut plus être lié au concept atomiste de la société; tout comme le concept de l'organicité ne peut pas être lié à celui de l'universalité. Ils ne peuvent pas être liés parce que tant l'individu que la société s'intègrent

réciproquement en une *unité-sociale* qui est, de par elle-même, solidaire dans la manifestation de la réciprocité de leur être. Mais ce n'est pas tout. Popper observe, à ce propos, que «... *la soi-disant théorie organique de l'Etat est fondée sur une fausse analogie. La société fermée*» ... «ses institutions, y compris ses castes, sont sacro-saintes: elles sont taboues. La théorie organique, dans ce cas, s'adapte assez bien. Nous ne devons donc pas être surpris si nous constatons que de nombreuses tentatives d'application de la théorie organique à notre société sont des formes masquées de propagande pour un retour à un tribalisme».<sup>4</sup>

Comme chaque individu est la somme et la synthèse d'exigences opposées qui se disputent la domination et l'affirmation de sa personnalité, la société - au lieu d'être la somme d'individualités particulières - est, quant à elle, la somme et la synthèse d'exigences individuelles qui, en s'opposant, déterminent par synthèse l'universalité de l'homme et l'unissent en sa propre identité sociale.

Une société de ce type ne naît pas d'une organisation prédisposée aux dépens des individus pour les obliger ensuite à apprécier la valeur d'une construction universelle née au dehors de leur conviction intime (comme le prétendrait actuellement l'Union soviétique), mais elle est - et doit être - le fruit d'une réalité lente et constante construite jour après jour, à partir d'exigences réciproques et contraires, naturelles ou non, tout le long de la logique d'un Droit *universalisant* destiné à donner consistance et valeur historique à des formes institutionnelles futures.

G.M. Violi

1. Enzo Paci dans «Atomismo», *Dizionario di Filosofia*, Ed. «Comunità» Milan, 1957.

2. K.R. Popper, «*Coscienza oggettiva*», Ed. A. Armando Rome, 1979, pages 210-211-212.

3. K.R. Popper, «*La società aperta*» Vol. I «Platone totalitario», Ed. A. Armando Rome, 1981, pages 244-245.

4. Ibidem, pages 245-246.

---

# POLAND AND RUSSIA

Pietro Gerbore

## THE SLAVIC PEOPLE

The European cradle of the Slavic people was most probably northeast of the Carpathian Mountains. From there during the first centuries of the Christian Era, they spread toward the east, west, and south. Their linguistic frontiers were not well defined until the 19th century, when their national literatures began to develop.

In the second half of the 18th century only two Slavic peoples were organized as states: the Russians and the Poles. Between these two nations religion and history had raised insurmountable barriers.

## BYZANTIUM AND ROME

The origins of the Russian state are shrouded in legend. We know that in 944 there was a Christian Church in Kiev; probably commerce and trade had brought the Greek Christians there. We know also that in 957 the Christian princess Olga (945-962), the widow of Igor and mother of Svjatoslav (962-973), visited the Emperor in Constantinople and two years later sent an ambassador to Otto I to request missionaries from him. But the Christianization of the state of Kiev began only in 988, when Vladislav needed the military aid of the Greek Emperor and asked for the hand of his sister in marriage. With the religion the Russians received from Byzantium the first elements of civilization and a lasting imprint.

It is generally believed that from time immemorial the Poles were natives of the Vistula and Oder basins. It was the Piasti, a Slavic dynasty, who gave them a state organization. From the early beginnings of its history, therefore, Poland was a national state, exposed to pressure from both the eastern Slavs of Kiev and the western Slavs in Bohemia. The adhesion to the Church of Rome with the baptism of Mieszko I (966) was thus a political action, an affirmation of the desire for independence among the western Slavs, who leaned toward the German Empire, and the eastern Slavs, who inherited the ideology of Byzantium. That religious ceremony foreshadowed a thousand years of national history: Poland was «Roman» and Russia was «Greek». They belonged to two spiritual regions which were spontaneously and inevitably separate by nature.

The Greek Church, writes Steven Runciman, is the depositary of a religion «which was always suspicious of any attempt to reduce religion to an almost philosophical system which has always clung to an esoteric, oral tradition. It is based on man's ignorance in the presence

of divinity. All we can ever know about God is that we know nothing. The Greek Church could not have produced a Thomas Aquinas.»

The chaos following the fall of the Roman Empire led the clergy to fill the void left by the ancient judicial organization; canon law developed parallel with theology. In the Greek Empire there was no interruption in the juridical organization, nor was there any need for canon law; the clergy did not acquire any dominant authority. In the West the Church came to mean the ecclesiastical hierarchy and the priests. In the East the Church was regarded as the total body of Christians, past, present and future; the clergy never formed a separate class. Never was there in the East a serious conflict between the secular and the ecclesiastic authority. The Patriarch was the «guardian of the conscience of the Empire,» but the Emperor was the undisputed head of the *Ecumene*, the Viceroy of God on earth. Lacking the support of a theological system, the Greek clergy never exercised the moral influence that the Roman hierarchy had in the West.

The Roman Church was heir to the Empire: the Roman Pope was the successor of the *Princeps*, the source of *auctoritas*. Dio Cassius has observed that there was no Greek equivalent for *auctoritas*. In the Greek world all the churches were equal; when Constantinople fell and Ivan III proclaimed Moscow as the «Third Rome», this did not imply that that Church had any superiority over the others. The Czar had *motch* (power) but not *auctoritas*; neither he nor the Synod could promulgate dogmas.

At a time when religious values were the essence of life, these differences, which had developed in two neighboring states, were bound to become the cause of theological hatred. The Pole hated the Russian as a pagan idolater, the Russian hated the Pole as a soldier of a conquering army with its center in Rome. The Roman Church and Poland became synonymous in the Russian's eyes. When Moscow emerged from the centuries of lethargy and began to consolidate and expand, the frontier disputes which affected the ecclesiastical jurisdiction changed that theological hatred into nationalistic passions.

## RUSSIAN AUTOCRACY AND POLISH FREEDOM

A natural catastrophe, similar to an earthquake or a flood, struck the Russians during the third decade of the 13th century: an invasion of people from central Asia. For almost two centuries the Mongols surrounded the Russian principalities, detached them from Europe and made them satellites. Just as the conversion to the Roman Church had given the Polish national character an occidental, Latin quality, the Mongolian domination brought the eastern Slavs under the Asiatic influence and left its permanent imprint. While modern Europe was rapidly developing as a result of the discovery of the libraries of Toledo, Thomistic philosophy, new technology, while a new social ethic was emerging with chivalry, and while from feudal anarchy the patrimonial, juridical state was developing, Russia was vegetating in oriental slumber.

In those centuries the Polish Kingdom was the greatest Slavic state. Already in the act transferring his kingdom to the Holy See, Mieszko I defined its extension: from the mouth of the Oder to the Baltic Coast, from the indefinite frontier with pagan Russia on the Baltic to Krakow and to the frontier with the principality of Kiev; but this frontier was already disputed in the 10th century. A royal crown was placed on the head of Mieszko II in 1025. Therefore we can say that at the dawn of the 11th century there was already a Polish nation which bordered with Kiev. It already had the historic personality that we will see in the nine centuries that followed: a state exposed to the aggression of its neighbors and responding in a similar way, disturbed and upset by domestic rivalries but flexible and prompt in recovering, always animated by a spirit of independence equalled only by its religious faith.

In Poland the people were not inclined toward the submission that is demanded by autocracy. Already in the Diet of Leczyca in 1180 the Church received privileges which limited the monarch's authority, and political influence was asserted by a special Polish nobility, derived from the ancient tribal organization and based on the ownership of land. Until very recently this social class (without comparison in the East or West) was, together with the Church and the Crown, a dominant factor in the nation's history and its relations with Russia. Up to the 18th century the history of Poland was marked by the progressive weakening of the Crown and the rise of that social class, patriotic, fervently Catholic, ready to draw its sword in defense of the nation or to extend its frontiers, but undisciplined and turbulent. The mentality of those men, already formed then and still existing today, can be seen in the Chronicle of Magister Vincentius, who studied in Paris and Bologna and was Bishop of Krakow until his death. Poland was already the name of that ecclesiastical province which included all the Polish territories: the White Eagle already appeared on the seals and on the coat-of-arms of the more important families. The idea of a common national interest was growing stronger despite dynastic quarrels and threats from abroad, to which were now added the knights of the Teutonic Order.

The destiny of Poland changed when the male descendance of the Piasti ended and the crown passed to a lady, Edvige, who, «by the will of the nobles» was given in marriage to the pagan Prince of Lithuania, Jagello (1385), and thus not only was Lithuania won over to the Church of Rome but also the Polish-Lithuanian Union was founded, which lasted four centuries. That union undermined the moral patrimony of the Polish nation, and after the third division Lithuania was for Poland what Alsace-Lorraine became for France after 1871. To the many causes of conflict with Russia during the century there was added the loss of Lithuania.

In that marriage between the two states, the Polish nobility confirmed and extended the privileges, which gave momentum to «Polish parliamentarianism.» The pact of August 14, 1385, signed in Kreiwo not far from Vilna, is a milestone in the story of that nation: the pagan Jagello and *all his people* were converted to the Church of Rome. He pledged himself to join *forever* all his dominions to the Polish Crown. The wedding ceremony was held in Krakow on February 18, 1385. The union was completed with a series of agreements between the nobles of the two countries; with the last one, concluded in Harodovo, 47 noble Lithuanian family groups were adopted by as many Polish families. In 1430 Jagello granted new privileges to the nobles, first of which was the guarantee that no one could be arrested without due process, and in exchange he obtained from the nobles the right to choose his successors. From that time on the Polish Crown was elective and the right to nominate the Monarch, that is the actual sovereign, passed to the nobles.

Meanwhile an opposite historical process was occurring in Russia. The long Mongolian domination had demoralized the native princes and accustomed them to Asiatic methods for the conquest and preservation of power: denunciations and gratuities (*baksheesh*) had become a custom never to be abandoned. Europe was almost completely isolated. Craftsmanship and commerce could not flourish in a country which had been reduced to a primitive economy oppressed by its conquerors.

In such wretched conditions the rise to power of Moscow began. The name of that city appears for the first time in a chronicle in 1147. At the beginning of the 14th century its territory did not include even the entire course of the Moskva River. Its rise was the work of a family of princes who practiced remarkably well the traditional methods of conquest: acquisition by force and by inheritance; they were completely devoid of moral scruples. However the Muscovite dynasty was not prolific and this saved it from the subdivision of territories by inheritance. The support of the religious leaders helped them greatly; but despite all this, their rise to power was achieved through fierce battles which lasted up to the reign of Ivan III (1462-1505).

When he succeeded his father, the principality was already beginning to consolidate itself, but it did not yet have sovereignty over the northeast. When he died, Tver and Novgorod had already been annexed for some time, Pskov and Rjasan hardly preserved any semblance of independence. The Lithuanian territories of the Dnieper, on the Upper Oka and the Desna belonged to Moscow. The rich territory of Novgorod lost its independence in 1478.

Autocracy was spreading. The year 1480 is symbolically accepted by historians as the end of the Mongolian domination. The Asiatic despotism was followed by that of Moscow; but the new idea of the State was of Byzantine origin. The symbols of the State began to express the conviction that God had abandoned Byzantium to the Moslems and was protecting Moscow. In 1471, at the suggestion of the Venetians, Ivan married Zoe Paleologos, the niece of the last Emperor. He began to promulgate laws as «*Autokrator* of all Russia». In his coat-of-arms he put the two-headed Byzantine eagle, and he had a royal palace built by Italian architects. In 1510 a monk from Pskov drew up a motto for this new state: «All the Christian empires have been united into one single Empire, that of our Autocrat, in accordance with the books of prophecy. That is the Russian Empire. Two Romes have fallen, but the Third, Moscow, exists and there will never be a fourth.»

In 1547 Ivan IV (1533-1584) had himself crowned Czar, which is the Russian abbreviation for Kaiser. The autocracy became an Empire, built upon a new governing society, the «nobility of service», that is, a paid bureaucracy with hereditary lands, intended to combat and replace the rich land-owners. The State took on a definite structure: the organization of the *Prikase* (ministers) as its center, proceeded along with the reform of the local authorities, the promulgation of a Code, a body of laws, and the creation of an army, the embryo of a permanent army. The first secret police watched over the new order. When Ivan died, the three pillars of autocracy - the bureaucratic oligarchy, the army, and the secret police - had been established. The Church, which was formerly Greek and now Russian, had blessed this accomplishment.

In the second half of the 18th century, when Catherine II introduced Russia into the circle of European diplomacy and began the march on Constantinople, Russia and Poland faced each other as two contrasting societies, two hereditary enemies. In Russia the ignorant masses hated Poland as the advance post of the Church of Rome; Poland scorned Russia as a barbarous and pagan world, not enlightened by the light of truth. The governing class in Russia, based on the model of the Autocracy, saw in Poland a disorderly and undisciplined republic of landowners always ready to ally themselves with the Turks, while in Poland the «nobility» was waiting in ambush for the opportunity to bring territories and populations back into the fold of the Church of Rome.

The three divisions of Poland were the inevitable consequence of a de facto situation. Poland was a potential ally of the Turks, who were enemies of Russia and of the Hapsburgs; Prussia was not without interest in a settlement of accounts. Thus Poland disappeared from the map.

## THE POLAND OF THE CONGRESS OF VIENNA

The Congress of Vienna in 1815 had to face the Polish problem. A large part of the nation had given their support to Napoleon: in the campaign of 1813 about 40,000 Poles had fought in his army. Nevertheless, the Czar Alexander I had been magnanimous: on March 14, 1813, a Temporary Supreme Council took over the civil government; on September 16, 1814, the Grand Duke Constantine was made head of a Polish Military Commission with the task of forming a national army.

The surrender of those lands divided the Allies and produced a crisis in December 1814. But in February 1815 an agreement was reached. Prussia was to keep the province of Poznan and the city of Torun on the Vistula; Krakow became a Free City; Russia restored to Austria Galicia, which had been taken away from it in 1809. The rest of Poland, liberated by Napoleon, was given to Russia.

The Czar Alexander revived the Kingdom of Poland, became its King and with that wanted to try an experiment. In the second half of November he went to Warsaw, tried to win over the Poles and on the 17th signed a Constitutional Charter. It was certainly not a liberal régime, but compared to the Muscovite autocracy the difference was enormous. The Charter provided for a Parliament consisting of two houses: the Senate of 83 members included the Catholic bishops and the representatives of the aristocracy; in the House of Deputies there were 100 representatives from the rural areas and 60 from the cities. Electors were the rural noblemen, the city landowners and professional people. The Parliament was to meet for thirty days every two years; it was to examine the laws proposed to it but it could not take any initiative. The chief executive organ was the Council of State, which consisted of five ministers and other eminent persons appointed by the King. An Imperial Commissioner in Warsaw and a Polish Minister-Secretary of State in St. Petersburg was to provide the cooperation between the two.

The Kingdom had an army of 30,000 men under the command of the Grand Duke, and a special Lithuanian Corps was created in 1817. This raised the hopes of the patriots that the frontier territories which had been lost in the separations would be reunited to the Kingdom. Alexander did not expressly enlighten them in this respect. However, these innovations had provoked the wrath of the bureaucracy and of the intelligentsia in Russia.

But all this did not please the Polish people; the social and economic discontent took on nationalistic forms, reunion with Lithuania remained a national dream. Centers of political radicalism were being organized in the army and among the students. As a result there were arrests and prison sentences. One plot among the students of Vilna was discovered in 1823 and the arrests increased in number. There was no peace for Poland.

There were of course some Poles who believed in the possibility of cooperation with Russia. But even the excellent administration of Drucki-Lubecki did not help the peasants and did not persuade the upper classes to abandon their national dreams and concentrate on economic realities. Administration and economics have always been, and still are, the weak side of the Polish character.

## THE FIRST REVOLUTION

Nicholas I, the Czar who came to the throne after the uprisings of December 1825 in St. Petersburg, did not approve of the Polish constitution, but he respected it. In 1829 he went to Warsaw, where he had himself crowned, and during May and June 1830 he took part in the Diet.

A plot of young officers was being organized when from Paris and Brussels came sparks to kindle the Polish imagination. The police discovered the plot, the Czar mobilized troops on the frontier. Romantic spirits, out of touch with reality, believed that the moment for action had arrived.

On November 29 the conspirators occupied the Belvedere Palace; none of the higher officers joined them, but in the confusion workers burst into the arsenal and distributed guns to the civilians, and the sight of the armed civilians incited some of the garrison to join them. By nightfall Warsaw was in the hands of riotous mobs. The Grand Duke Constantine, who had left the Belvedere and the capital just in time, did not want to recapture it with force. While he waited for the government to take action, the government was awaiting his decision. In the meantime, the revolution was without a leader. The Administrative Council

launched an appeal to the Poles inviting them to make peace, and Constantine appointed a popular general, Iosif Chlopicki, as head of the army. On December 1st agitators from Warsaw persuaded the Polish troops outside the capital to join the revolutionaries; General Szembek accepted their decision and entered Warsaw to defend the revolution. Meanwhile Drucki-Lubecki was obliged to leave the Council and three radicals now became members. Under the name of the Patriotic Society the radicals demanded war against Russia and invited the Poles of Lithuania to revolt. On December 3rd the Council was dissolved and handed over its powers to a provisional government. Chlopicki assumed dictatorial power.

The Czar received the news of the revolution on December 7th and granted extraordinary powers to the Grand Duke. He ordered General Rosen, the commander of the Lithuanian Corps, to enter Poland and accept the surrender of the Polish army. Chopicki succeeded in delaying the surrender. The Czar however by ukase on December 17th condemned the uprising and ordered the commanders of the Polish Corps to concentrate their forces at Plock. With this he obviously blocked the possibility of any compromise.

On December 18th the Diet met in Warsaw in an orgy of nationalistic rhetoric; the President in inaugurating the meeting expressed the hope that it would be integrated with «representatives of the provinces under foreign tyranny.» The government was converted into a Supreme national Council.

The Czar was very firm but inclined to clemency; he wanted to respect the Constitution granted by his brother, so he demanded the surrender of the rebels. At Warsaw, however, a delirious patriot urged the people on. Once again the lack of realism and of a sense of what was fitting was apparent in the upper classes of the country. A manifest of January 3, 1831, demanded the union of the eastern provinces with Poland and declared that the Poles wanted freedom for Europe.

On January 17th Chlopicki resigned. By that time the radicals had the upper hand. In the meeting of January 25th the Diet thundered with curses against Russia. An act demanding the abdication of the Czar was signed by all those present. On January 30th a national government was elected.

This meant war, in which, as had happened in the past and is bound to happen in the future, Poland had become embroiled almost unaware, in a delirium of words without any understanding of the dangers which threatened or of the real possibilities. The applause from the western nations inebriated Poland and filled her with false hopes. The Poles marched as if drunk toward catastrophe... which was slow but inexorable. While riots and factional strife continued in Warsaw, Paskevitch entered the city on September 8th and all resistance ceased. The Polish emigration to the west dates from that time: between 5,000 and 7,000 patriots in exile, gathered in the Lambert Palace of Prince Czartoryski in Paris, kept alive the image of a martyred and enslaved Poland.

On February 28, 1832, the Czar signed a Statute which had some resemblance to the Constitution of 1815: the Council of State and the Administrative Council survived. The Statute provided for assemblies elected by the nobility on the district and provincial level, but these were never actually set up. The middle and lower administrative levels were made up of Poles. But the Polish army disappeared.

In Russia the Polish rebellion had provoked unanimous hostility. The liberal poet Puschkin wrote two poems of protest against the Occidentals who sympathized with Poland. The first Polish revolution stirred up animosity and incomprehension between the two Slavic nations; to the religious hatred and hostility among the upper classes was now added the wrath of the mob.

## THE SECOND POLISH REVOLUTION

The European revolutions of 1848 had only a temporary effect on the Polish situation. In Prussian Poland an emissary of the Polish Democratic Society of Paris was immediately

arrested. In Russian Poland a brief uprising at Siedlce was put down by the peasants themselves. In Galicia the small nobility made a more serious effort, but the peasants killed the landowners and burned their homes. The Free City of Krakow, torn by internal strife, was annexed to Austria.

Since the triumphant liberals in France and Germany had espoused the Polish cause, the Czar possibly feared some action on their part; but soon the new conservative governments calmed the situation. The year of the European revolutions, apart from small local uprisings, seemed to seal the destiny of Poland.

The death of Nicholas I brought that period to a close, and the coming of Alexander II appeared as the dawn of a new day for Russia as well as for Poland, for by then their destinies were closely related.

The appointment of a new archbishop of Warsaw, the establishment of a School of Medicine and the organization of an Agrarian Society (1857) opened up new horizons.

The population of the «Kingdom» consisted of 4,764,000 Poles, 600,000 Jews and 250,000 Germans or Lithuanians. More than a fourth of the population was illiterate. The Poles in general were anti-Semitic, and the development of commerce and industry accentuated the Jewish problem. Even more critical was the problem of the rural masses. The nationalist fire was burning under the ashes and the Poles regarded Lithuania as unredeemable territory.

The political élite was divided into two main groups. The «moderates» collaborated, they asked only for social and economic reforms. The «radicals» were impatient and demanded that Russia recognize the Polish nationality; by promoting disorder they wanted to prevent the possibility of an understanding between the moderates and the Russians.

The Czar favored reforms also in Poland. In the spring of 1861 Alexander Wielopolski was appointed head of a new Commission for Religion and Education. He was a patriot and inclined to collaborate, determined to find a *modus vivendi*. But he soon ran into the intransigent patriotism of the radicals and received no support from the moderates. The impossibility of coming to any agreement on agrarian reform led to the dissolution of the Agrarian Society, followed by demonstrations in which two hundred citizens lost their lives.

Wielopolski was not discouraged. His project for reform was promulgated on May 4th. An administrative reform based on a system of decentralization was to follow.

On October 5th the Archbishop died and his funeral was a cause of demonstrations. There followed five days later a new manifestation for union with Lithuania and on October 15th a third demonstration for the anniversary of the death of a national hero. This time the religious services became patriotic meetings; Russian troops emptied the churches and a state of siege was declared in Warsaw. The Administrator of the Diocese replied by ordering the closing of all the churches; the Church of Rome took the side of the radicals. The moderates and the radicals organized themselves.

After months of indecision the Czar on May 19, 1862, approved a new program proposed by Wielopolski. But the radicals were determined to prevent any compromise whatsoever. On June 2 a worker attempted to murder the Viceroy, Grand Duke Constantine. On June 7 and 15 there were attacks on the life of Wielopolski. The Grand Duke was inclined to undertake reforms, but Wielopolski insisted that the attackers should be put to death and the reforms should provide for severe measures to preserve order, such as the conscription of Polish youths.

This was the last straw. The young people became outlaws and went into hiding, the radicals organized armed bands in the provinces, and revolutionary committees were set up in the cities.

The revolution broke out on January 22, 1863, and lasted more than a year. This time there were no pitched battles as there had been in 1831; armed bands, with the collaboration of the landowners and sometimes also of the peasants, who in other places helped the Russians, were very active in the provinces. In some parts of Lithuania there were uprisings, but

in Prussia and in Austria the Poles did not participate.

The West was a great disappointment: the echoes of their applause encouraged the rebels and filled them with the hope of assistance, which however the Paris and London governments did not furnish.

The government of St. Petersburg punished the nobles with an agrarian reform which harmed them greatly while benefitting the farmers. Thus it hoped to divide the two classes; but it had the opposite result: now that the land was his, the Polish peasant became also a nationalist and a patriot.

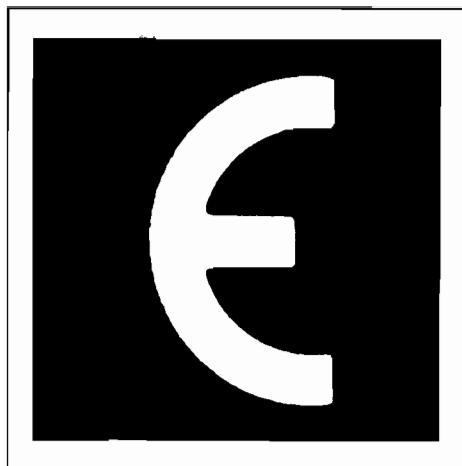
Thus in 1864 there began a process of «Russification», encouraged by the hatred which the second Polish revolution had produced in the Russian intelligentsia. In that interval of time there was born a new Muscovite nationalism, which was anti-Catholic and anti-Polish, backed by the Greek Church, with the intention of stirring up with its help all the southern Slavs of that faith who were subjects of the Sultan.

## THE RESTORATION OF POLAND

Josef Pilsudski, a «socialist», was the creator of the new Poland. In August 1914 he assumed command of the Polish Legion, which was agitating against Russia within the Austro-Hungarian Army. Confined in the Magdeburg fortress because he had wanted to preserve the autonomy of that corps, he was released in November 1918 to become the head of the new state. He was a nationalist and also a radical, but he had a keen sense of reality: he understood that Polish independence would always be precarious unless an agreement was reached with one of the two neighbors. Pilsudski regarded Russia as the greater of the two evils and he would gladly have restored Poland in a way that would not create irreparable conflicts with Germany. He was prevented for fifteen years by the extremist patriots, and the Polish-German rapprochement came late, was incomplete and undermined by the unjust frontiers of the Versailles Treaty.

Since Russia was disintegrating, Poland did not resist the temptation to take advantage of the situation. Already at the beginning of the 17th century after the death of the Czar Boris Godunoff, the Poles had attempted to install a usurper, the false Demetrius, on the throne of Moscow. The same thing happened in 1920 and the flags with the White Eagle again flew over Kiev. It was a triumph of short duration; very soon the flags with the sickle and the hammer were at the gates of Warsaw.

The fatigue of the two hereditary enemies facilitated the peace signed at Riga on March 18, 1921. The new frontier was a compromise: Poland lost definitely all the territory which Russia had taken from it in the first and second partition. It did not get back Lithuania, which now became independent, and it had to be satisfied with Vilna, which it seized by force. In the newborn Poland hardly 70 per cent of the population spoke the official language; one-third consisted of Ukrainians, Germans and Jews. Soon came the rebellions of the Ukrainian peasantry, which were ferociously suppressed by the Polish cavalry. Even the western frontier was an open wound, because in the great auction of German lands at Versailles the Polish patriots took advantage of the generosity of the Allies. On the east and on the west two movements of «irredentismo» threatened Poland. To defend itself against them, the restored Poland could rely only on France.



## COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

de Riccardo Scarpa

# CHRONIQUES DU CONSEIL DE L'EUROPE

*Les représentants de tous les Etats membres des Communautés ont rejeté les propositions avancées par le gouvernement de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques. Le but de ces propositions était de rendre le nombre des missiles soviétiques à moyenne portée, installés dans les Etats européens adhérant à l'Organisation du Traité de Varsovie, identique à celui des missiles nucléaires à moyenne portée que possèdent certains Etats membres de la Communauté. Cette proposition était ambiguë, car les missiles soviétiques SS-20 sont installés sur des bases mobiles et, même s'ils sont retirés, ils peuvent être facilement réinstallés en Europe centrale. Les Etats membres de la Communauté ont ainsi réaffirmé leur fidélité à l'Option Zéro, c'est-à-dire à la proposition de supprimer totalement ces engins, qu'ils soient soviétiques, européens ou américains. Cette dernière proposition, que les Etats membres des Communautés avaient déjà avancée, a été adoptée également par le gouvernement des*

*Etats-Unis d'Amérique. Nous n'envisageons pas d'autres solutions, comme quelqu'un semblerait le proposer dans certains milieux européens. Toute position devrait être, à notre avis, concertée avec le gouvernement des Etats-Unis. En effet, la sécurité des Communautés est actuellement liée à la solidité de l'Alliance entre les Etats membres et les U.S.A.*

*Il est certain que l'effritement du pouvoir décisionnel existant à ce sujet en Europe, au sein des Etats membres des Communautés, affaiblit l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et ne facilite guère la réalisation de solidarités politiques stables. Le premier intérêt de l'Alliance est donc, à notre avis, celui de demander le transfert des compétences concernant ce secteur, des Etats membres aux Institutions supranationales. Ce n'est qu'ainsi qu'il serait possible d'avoir une position européenne unique en la matière, ce qui faciliterait énormément la cohésion au sein de l'Alliance Atlantique.*

*Il est intéressant de souligner le fait que la commission institutionnelle de l'Assemblée Parlementaire des Commu-*

*nautés prépare, actuellement, un projet pour un Traité d'Union politique qui prévoirait, entre autres, une telle proposition.*

## COMMISSION LE PRESIDENT G. THORN RELANCE LA POLITIQUE INDUSTRIELLE

*Le président G. Thorn a analysé, à l'occasion d'un discours qu'il a tenu à Turin, la situation du développement industriel dans les Communautés. Les chômeurs dépasseront, en 1983, les 12 millions. Le taux des investissements est tombé de 6,4 pour cent en 1965 à des valeurs négatives depuis 1980. La dépense publique a augmenté, entre-temps, de 32 à 50 pour cent. Pour sortir de cette crise, il faut, d'après le président, accroître l'échange intercommunautaire. Il est nécessaire, pour cela, d'éliminer les disparités fiscales entre les Etats membres à travers l'harmonisation des taux de TVA et l'unification du droit des sociétés en Europe, avec la création d'un modèle communautaire de société anonyme.*

*Il faut également que les Communautés procèdent à une élaboration plus intense de normes, afin de remplacer les normes nationales par des normes européennes dans les domaines de la production et du travail. Le président Thorn s'est, en outre, déclaré favorable à une politique*

*d'aide financière en faveur des petites et moyennes entreprises qui sont généralement les plus innovatrices au sein des Communautés. Il a enfin affirmé être disposé à lancer des programmes-pilotes qui puissent offrir des financements communautaires pour des projets pour la recherche, l'énergie, les transports et la formation professionnelle. Afin de réaliser ce plan cohérent de la Communauté pour le renouveau industriel, il faut, cependant, requalifier le bilan communautaire en faveur des programmes industriels.*

*Permettez-nous une constatation. Il résulte, d'après les données fournies par le président, que depuis 1965 la dépense publique a progressivement augmenté, alors que le taux des investissements a subi une chute verticale. Ceci démontre les risques de la politique de nombreux Etats membres qui en augmentant la dépense publique soustraient des ressources à la libre initiative économique.*

## ASSEMBLEE DU PARLEMENT EUROPEEN Session 15-19 novembre 1982

### PERSPECTIVES ECONOMIQUES POUR 1983

*La Commission économique et monétaire prévoit, pour 1983, un taux de croissance de 1 pour cent et une augmentation du volume du commerce mondial de 2 pour cent, avec un chômage dépassant les 12 millions d'unités dans les Communautés*

*européennes.*

*Il est donc nécessaire de poursuivre le développement économique afin de faire face au chômage.*

*Il faut éviter la renationalisation des marchés grâce à l'institution d'une autorité monétaire centrale et à l'utilisation concrète des Unités de Compte Européen.*

*Le ministre danois Uffe Elleman Jensen a déclaré, au nom du Conseil, être d'accord avec cette analyse effectuée par l'Assemblée.*

## **ELARGISSEMENT DES COMMUNAUTES**

*Lord Douro insiste, au nom de la Commission politique, pour que les négociations pour l'adhésion de l'Espagne et du Portugal soient conclues avant la fin du mois de mars, afin que ces deux Etats*

*deviennent membres de la Communauté d'ici le 1<sup>er</sup> janvier 1984.*

*En ce qui concerne les problèmes agricoles, cette adhésion doit être considérée dans toute sa complexité (vin, fruits, légumes, huile d'olive), afin de calculer les coûts et pour que le déséquilibre économique qui en résulte ne nuise pas aux économies les plus faibles. Comme l'a remarqué le libéral Mechtild, au cours du débat, les problèmes économiques doivent être, cependant, affrontés dans leur globalité en considérant tous les secteurs.*

## **SESSION 7-11 FEVRIER 1983 Approbation du bilan rectificatif pour 1983**

*M. Johannes Tietniger a présenté, au nom du Conseil, le projet de bilan supplétif pour 1983. La Commission a élaboré le texte du bilan en tenant compte des demandes de l'Assemblée et a inclus près de la moitié des sommes affectées dans la politique énergétique en les inscrivant dans les dépenses non obligatoires. Le Conseil a approuvé ce projet.*

*D'après le rapporteur - le conservateur M. Robert Jackson - ce projet satisfait les demandes de l'Assemblée. L'exécutif s'est en outre engagé à présenter des propositions pour étendre les politiques existantes et pour diversifier le système des ressources de chaque pays membre.*

*L'Assemblée a demandé de préciser ces propositions avant le 31 mai 1983 et a approuvé le bilan.*

*M. Christian Scrivener, libéral, a fait ressortir, au cours du débat, le fait que l'approbation de ce bilan par le Conseil récompense la fermeté de l'Assemblée.*

## **INDUSTRIE DU BATIMENT**

*L'Assemblée a approuvé un document pour attirer l'attention sur la crise de ce secteur et sur la perte de pas moins de deux mille emplois au nord-est de la Grande-Bretagne. Elle rappelle l'expansion de ce secteur dans la Corée du Sud et au Japon.*

*Sur la base de ces considérations, il est demandé au Conseil de tenir compte de l'importance fondamentale de l'industrie du bâtiment pour l'Europe et la Commission a été invitée à présenter des propositions qui permettent la résolution de cette crise.*

## **PETROLE**

*L'Assemblée a vivement discuté les problèmes concernant le prix du pétrole.*

*D'après M. Jean-François Pintat, le pétrole coûte actuellement quinze fois plus qu'en 1975. Cette hausse a provoqué la crise de l'économie mondiale et, par suite, une réduction de la consommation en ayant de plus en plus recours à des énergies de remplacement. Les lois inviolables du marché ont donc déterminé la crise de l'OPEP, car à une augmentation de l'offre s'est opposée une diminution de la demande.*

*D'après l'Assemblée, il est donc nécessaire que les pays producteurs et consommateurs de pétrole concertent ensemble les prix. D'après le chrétien-conservateur M. Philipp von Bismarck, l'énergie est une nécessité de notre existence et elle est donc liée aux problèmes de la liberté et de la paix. Il faut donc essayer de réduire au maximum la dépendance énergétique de la Communauté.*

## Saint Benoît, Patron de l'Europe

Père Eliodoro Mariani, Franciscain

Il existe un épisode, dans la légende franciscaine des Origines, que je voudrais rappeler pour justifier le fait que ce soit un franciscain qui rappelle saint Benoît, patron de l'Europe.

On raconte qu'ayant observé que le Seigneur multipliait ses frères après en avoir parlé avec eux, François alla demander à l'Evêque et aux chanoines de la cathédrale d'Assise, une église où pouvoir se recueillir avec les siens pour réciter les Oraisons. L'Evêque ne fut pas en mesure de le contenter; et pas même les chanoines de San Rufino. C'est alors qu'il décida de s'adresser à l'Abbé du monastère de San Benedetto du mont Subasio. L'Abbé rassembla ses moines et, avec leur accord, donna en usage à François et à ses frères, l'église de Santa Maria della Porziuncola, la plus «pauvrette qu'ils aient». Le saint en fut content parce que la petite église était consacrée à la Vierge et parce qu'elle était petite et pauvre et suffisait largement. Elle avait été donnée sans aucune condition; comme pour rappeler que cette maison où ils habitaient n'était pas à eux, François voulut que les frères envoient, chaque année, aux moines du mont Subasio, un panier de petits poissons et les moines, à leur tour, donnaient une jarre d'huile.

Cet épisode a une valeur symbolique, celle d'une dette que les franciscains continueront à

avoir envers les fils de saint Benoît qui, du vivant encore de François, ont ouvert, dans de nombreuses régions d'Italie et d'Europe, les portes de leurs monastères hospitaliers, comme à Subiaco, où est conservée l'image la plus ancienne du saint, ou à San Verecondo, près de Gubbio, où la chronique du saint nous a conservé le souvenir le plus vieux du passage de François en 1224! Et c'est également le symbole d'un lien étroit entre le Poverello d'Assise, patron de l'Italie avec sainte Catherine de Sienne et saint Benoît, patron de l'Europe: tous les deux fils de cette Ombrie qui est également le coeur géographique de l'Italie et, peut-être, le coeur spirituel du monde.

On peut être étonné, à première vue, qu'un homme comme Benoît, dont la vie se déroula dans un petit triangle de l'Italie centrale - entre Nursie, Subiaco et Monte Cassino, pratiquement dans deux régions seulement, l'Ombrie et le Latium - soit devenu le symbole de l'unité chrétienne et culturelle de l'Europe. Mais le germe jeté «avec la prière et le jeûne» - comme dirait Dante (chant XXII du Paradis) - eut tant de vigueur qu'il recouvrit l'Occident tout entier pour le millénaire suivant; et il conserve encore cette richesse de vie, qui justifia le commentaire d'un chroniqueur de Magdebourg, en Allemagne, qui se demandait, en voyant s'installer dans sa ville les frères prêcheurs

et mineurs, alors que se trouvaient déjà les bénédictins et les augustiniens, quel besoin y avait-il de nouvelles formes d'ordres religieux, du moment que les plus vieux étaient en mesure de conduire à la perfection évangélique, à condition que les membres le veuillent.

Mais il est évident que le raisonnement de ce chroniqueur est borné vis-à-vis de la créativité de l'Esprit. Pour Benoît également, on aurait pu dire la même chose, lui qui est né, en 480 à Nursie, dans les Apennins ombriens et sabins, ville déjà peuplée d'ermites solitaires ou de moines qui vivaient selon la Règle de saint Basile: la vie contemplative et pénitente se conduisait déjà depuis quelques siècles: l'Égypte, la Syrie, la Palestine, l'Anatolie et la Cappadoce fleurissaient de cénobites et d'ermites, souvent avec la conduite de la Règle de saint Basile (330-379) qui, grâce à Giovanni Cassiano, fut ensuite diffusée dans tout l'Occident. Mais si l'on regarde l'arbre qui a poussé grâce à ce germe, la diffusion de l'idéal monastique codifié par les 73 petits chapitres de la Règle écrite par Benoît pour ses moines de Monte Cassino, résumés dans la devise *Ora et labora*, devenus norme de vie de tout le monachisme occidental, même dans ses réformes successives - dont la plus célèbre est la cistercienne avec saint Bernard de Chiaravalle - et si l'on considère les énormes influences spirituelles, culturelles et économiques, on a bien raison de dire, même vis-à-vis du monachisme oriental, resté à l'écart de l'empire byzantin, que l'oeuvre de Benoît a profondément marqué toute l'histoire de l'Occident, au point de s'identifier avec notre civilisation. Là où, aujourd'hui, on conserve uniquement les ruines des abbayes du moyen âge, de l'Irlande à la Suède, de la vallée du Rhin à la plaine du Pô, on doit penser à un centre pulsatoire de culture et de travail qui était un phare de l'esprit dans la société qui émergeait des ruines d'un monde qui s'était écroulé sous l'invasion des barbares.

Les informations que nous possédons sur Benoît nous parviennent toutes du deuxième livre des Dialogues de saint Grégoire le Grand, pape de 590 à 604, à qui revient le mérite d'avoir lancé ses missionnaires pacifiques pour évangéliser les nouveaux peuples, spécialement les Saxons et les Angles, qui ont conquis l'Europe. C'est de lui que nous apprenons comment le jeune Benoît, venu à Rome avec sa nourrice Cyrille pour y poursuivre ses études et commencer une carrière diplomatique comme fonctionnaire impérial, s'en retira

rapidement horrifié: l'atmosphère de luxe et de corruption ne lui parurent pas conformes à l'église et à la ville civile et encore moins à la pureté évangélique; «Voyant que beaucoup s'adonnaient au vice - écrivait Grégoire - il retira son pied à peine posé dans le monde où il était entré, de crainte que s'il avait appris quelque chose de la science mondaine, il serait précipité, lui aussi, dans le gouffre horrible». Il réfléchit encore dans la solitude de San Pietro in Affile, sur la voie Tiburtine, 70 km de Rome, puis à Subiaco, dans une caverne sur les ruines de la villa de Néron. Il vit pendant trois ans dans une grotte en appliquant le modèle de vie des moines orientaux, avec l'aide discrète d'un seul compagnon, qui s'appelaient Romain. Des groupes de moines qui vivent dans les grottes de la région environnante le cherchent et lui proposent d'être leur supérieur, créant ainsi une communauté de cénobites: ceci eut lieu à Vicovaro. Mais cette expérience ne dura guère, car quelques moines dissolus ne supportèrent pas la discipline rigide que Benoît voulait leur imposer et ils tentèrent de l'empoisonner. Benoît s'en aperçut. Il rassembla les moines et leur dit avec beaucoup de sérénité: «Que le Dieu tout-puissant ait pitié de vous, ô mes frères... Allez et cherchez le supérieur qu'il faut pour votre caractère, parce qu'après ce qui s'est passé, vous ne pouvez plus compter sur moi!». Il revint à Subiaco, dans sa solitude, enrichi cependant de l'expérience cénobitique. Il fut à l'origine de douze autres petits monastères où accoururent des jeunes gens de l'aristocratie romaine qui se placèrent sous sa conduite. Il resta là pendant trente ans, c'est-à-dire jusqu'au moment où il fut contraint, par la jalousie du prêtre Fiorenzo, mais surtout à cause du désir de mettre au service de l'idée missionnaire sa richesse contemplative, à chercher un autre lieu. En 529, Benoît gravit l'âpre rocher de Monte Cassino. Dante rappelle cet événement dans les vers suivants:

*Quel monte a cui Cassino è nella costa  
fu frequentato già in su la cima  
dalla gente ingannata e mal disposta*

*e quel son io che vi portai prima  
lo nome di Colui che 'n terra addusse  
la verità che tanto ci sublima*

*e tanta grazia sopra me relusse  
ch'io ritrassi le ville circostanti  
dall'empio colto che il mondo sedusse.*

(Paradis XXII, 37-45)

On peut affirmer qu'à ce point commence l'Europe chrétienne et l'union entre la souche romaine, élaguée mais pas morte, et les nouveaux rejets barbares. L'Italie est envahie par les Goths, les Ostrogoths et les Longobards. C'est l'époque de la brève paix du roi Théodoric, de Boèce, de Cassiodore avec son Vivarium de Squillace; de la reconquête de l'Italie tentée par Belisario et Narsete, tandis que les Francs envahissent la Gaule romaine et attaquent, à la fois, les Ostrogoths et les Romains, les Vandales l'Afrique et les Wisigoths l'Espagne.

Monte Cassino est une oasis dans la tourmente; c'est de là que commence une oeuvre tenace de culture et de civilisation qui traverse la seconde moitié du premier millénaire chrétien. Il y a un bel épisode significatif qui indique la force spirituelle du monachisme et, en même temps, son oeuvre tenace de civilisation.

Un jour, un Goth se présenta à Benoît pour se faire moine; bien que barbare, il fut accueilli à bras ouverts. Le jeune homme fut envoyé faucher l'herbe; mais alors qu'il travaillait avec énergie, la serpe se détacha du manche et alla tomber dans un étang voisin. Le jeune Goth fut désespéré et courut vers Benoît, qui plongea le manche dans l'eau et voilà que le fer se rattacha au manche. Benoît la redonna au moine et lui dit: «Ne sois pas triste! Et retourne à ton travail!». Cet épisode est relaté par Grégoire le Grand dans les «Dialogues», mais il est l'indice d'une méthode et d'une culture: celle du travail agricole et des techniques et de l'habileté artisanales et manuelles sur lesquelles se fonda l'économie du fief monastique autosuffisant. «Le monastère devenait - comme l'atteste Giuseppe Saitta - un centre commercial car il était permis de vendre les produits en surplus. A une époque où l'économie était presque exclusivement agricole et dans un pays comme l'Italie en nette décadence économique et sociale, mise à feu et à sang par la guerre et les invasions, le monastère bénédictin était, avec ses fermes, un véritable monde économique autosuffisant».

Il venait s'ajouter, au travail agricole, prescrit par le chapitre 48 de la Règle, la lecture des livres sacrés et profanes, grecs et latins, qui furent ensuite transcrits et conservés et multipliés dans toutes les abbayes d'Europe, faisant de chaque monastère une école pour le service de Dieu et de la société.

Saint Benoît mourut à Monte Cassino en 547. Une semaine auparavant il appela à lui ses

moines pour les avertir de sa mort prochaine et spécialement pour leur laisser son héritage le plus précieux: celui de sa règle de vie, qui consiste avant tout de parler avec Dieu et ensuite avec les hommes: en premier lieu, regarder Dieu; puis nos pauvres et petites affaires.

Ce fut surtout le pape saint Grégoire le Grand (540-604) entré dans l'Ordre, après la mort de son père et la retraite de sa mère dans un monastère, qui lança dans toute l'Europe la nouvelle Règle monastique. Il transforma son propre palais de famille au Clivus Scauri en monastère de Saint-André et fonda six monastères dans ses terres en Sicile. Après être devenu pauvre et humble, il envoya en Angleterre le moine Augustin avec un groupe de jeunes Angles convertis au christianisme: il les avait rachetés sur le marché des esclaves (angles = anges, disait-on en raison de leur beauté). Augustin y arriva avec un Evangélaire enluminé qui est conservé à Cambridge. L'histoire de l'Europe, de son art, de sa culture se confond dans les siècles suivants avec celle des grands monastères bénédictins: à commencer par Monte Cassino où se trouvent sous la dépendance des moines des artisans, des écrivains, des musiciens, des enlumineurs, parfois au contact des mosaïstes de Constantinople; et, tout au long des siècles suivants, avec Farfa, Tuscania, S. Elia à Nepi, San Vincenzo al Volturno, Nonantola, Fruttaria au Piémont, Amiata, Camaldoli, Vallombrosa, Montevergine et, hors d'Italie, Ripoll en Espagne, Fulda en Allemagne, liée à l'apostolat de saint Augustin, Eisedeln en Suisse, ainsi que Saint-Gall; Metz et Tours en France; tous des noms liés aux codes enluminés les plus précieux.

Quelques noms sont liés aux réformes les plus prestigieuses du grand mouvement bénédictin: celui de Cluny, qui constitua le centre artistique le plus éminent et également le mouvement réformateur le plus rigoureux, oeuvre d'un autre saint Benoît - celui-ci d'Aniane - qui fut presque un second fondateur du monachisme d'outre-Alpes; et celui de Cîteaux, d'où vinrent les Cisterciens dont l'architecture sévère et tout à la fois extrêmement élégante a marqué une époque splendide d'inspiration religieuse.

Si nous ajoutons, à cette présence plus que séculaire dans l'histoire de l'art, celle dans les sciences de l'esprit, c'est-à-dire de ce qu'il y a de plus vivant dans l'histoire humaine, nous rencontrons des hommes tels que Beda le Vénérable qui marqua, au VIII<sup>e</sup> siècle déjà, l'approche des peu-

ples anglo-saxons à la culture chrétienne; puis Anselme d'Aoste, l'auteur du *Proslogion* (m. en 1109), à qui l'école franciscaine doit tant, Rabano Mauro, Paolo Diacono, l'historien des Longobards, Pier Damiani (1072), Grégoire VII (1085), un des plus grands souverains pontifes de l'histoire de l'Église et, pour finir en beauté, Guido d'Arezzo, à qui nous devons les notes musicales, comme l'on doit à son Ordre la floraison antique et moderne du chant liturgique grégorien.

Mais quel sens peut avoir pour l'Europe actuelle de repenser à la Règle et à la vie d'un moine d'il y a 1 500 ans? Pour cette Europe qui trouve, à grand-peine, des raisons pour une collaboration politique et économique, après avoir perdu son unité religieuse? Mais l'Europe, existe-t-elle encore? Il y a trois ans, à l'occasion des célébrations bénédictines, le Pr Paolo Brezzi se plaignait dans le quotidien «Paese Sera», du «grand tapage» que l'on faisait pour Benoît; et Franco Rodano s'en faisait l'écho et voyait dans le rappel à l'unité chrétienne d'Orient et d'Occident, une tentative restauratrice et réactionnaire. Mais il convient de dire que, en dépit de ces distorsions historiques et idéologiques, la valeur du rappel de ce que fut Benoît et le monachisme occidental, demeure intacte: parce qu'ils illuminent le passé et jettent une lumière sur le futur en proposant un idéal. Il a été rappelé par Père Sorge, dans sa conférence tenue à Monte Cassino, que dans le monastère de Subiaco, on lit «Nonnisi in obscura sidera nocte micant» («ce n'est que dans la nuit profonde que brillent les étoiles»).

Pendant l'Europe des siècles barbares, ce furent les monastères qui conservèrent la culture classique qui, sinon, aurait disparu; ce furent les moines qui donnèrent aux barbares une lumière spirituelle, qui leur apprirent à travailler et qui leur donnèrent une culture. Dans la conférence citée plus haut, Père Sorge parlait de la Croix, du livre et de la charrue. L'unité chrétienne de l'Europe se réalisait dans la Croix; l'unité culturelle - et la langue latine en était l'expression - se faisait dans le livre; dans le travail ennobli et uni à l'esprit, selon la devise précédemment citée qui n'est pas de Benoît, mais qui en interprète bien l'esprit *ora et labora*, travaille et prie.

Pour l'Europe d'aujourd'hui et de demain, les nouvelles générations peuvent et doivent avoir un idéal. La nôtre a vu l'écroulement des mythes inhumains qui ont eu pour protagonistes des monstres tels que Staline et Hitler, vis-à-vis desquels le roi des Goths Tolila, admonesté par Benoît pour ses délits, était un personnage

pathétique. L'Europe est une réalité difficile qui émerge de la nuit, mais elle est surtout une foi. Elle doit retrouver avec la confiance en elle-même les raisons de son unité spirituelle, politique et culturelle pour avoir, justement, sa place parmi les autres continents. C'est la raison pour laquelle Paul VI proclama, le 24 octobre 1964, Benoît patron de l'Europe; et avec sa lettre *Sanctorum Altrix* du 11 juillet 1980, Jean-Paul II rappelait, à l'occasion de l'ouverture des célébrations de Monte Cassino, que l'Europe était devenue terre chrétienne, parce que les fils de saint Benoît, en particulier, ont communiqué à nos pères une instruction qui embrassait tous les domaines, non seulement en enseignant, justement, les arts et les oeuvres matérielles, mais également et surtout en leur inculquant l'esprit évangélique nécessaire pour protéger en eux les trésors spirituels de la personne humaine.

Il s'agit donc d'un avertissement extrêmement actuel qui nous parvient du plus loin des siècles. La chute de l'Empire romain marquait, en 476, quatre ans avant la naissance de Benoît, l'écroulement d'un *ordo* fondé uniquement sur le pouvoir; notre époque marque la crise profonde et irréversible d'un humanisme uniquement économique et idéologique. La nouvelle Europe, voulue et rêvée il y a trente ans par des hommes comme Adenauer, de Gasperi et Schumann - généreuse utopie - revient dans nos projets et dans nos rêves, au nom de ces mêmes valeurs pour lesquelles Benoît, dernier des grands romains antiques, reprit le flambeau et le remit aux générations suivantes: elle revient comme une grande espérance chrétienne qui se rattache à l'antique et repropose un *novus Ordo cum nova vita*, un nouvel Ordre avec un mode différent et nouveau de vivre, où l'économie n'est pas la seule dimension politique de l'existence; et l'esprit, représenté par des hommes comme Benoît, à l'aube du moyen âge chrétien et saint François à l'aube de l'ère moderne, ait la place qui lui revient, afin que l'homme soit vraiment et intégralement homme. C'est là un souhait, certainement; mais cela peut être une espérance pour les citoyens de l'Europe qui se rendent compte de sa responsabilité historique vis-à-vis du monde.

Père Héliodore Mariani  
Franciscain

MOSCOU - 9 OCTOBRE 1944

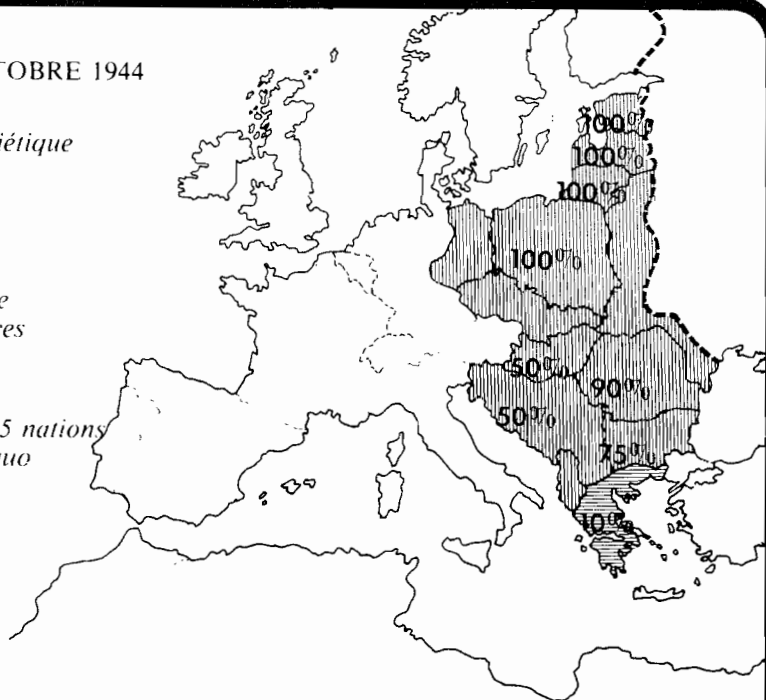
*Churchill  
cède à l'Union soviétique  
l'Europe de l'Est*

YALTA - 1945

*Confirmation du  
partage de l'Europe  
en zones d'influences*

HELSINKI - 1975

*La conférence de 35 nations  
réconnaît le statu quo  
créé à Yalta*



«Nous nous refusons d'admettre qu'il puisse exister des européens de catégorie A et d'autres de catégorie B».

*Bulletin Européen*

<i>G.M. Violi:</i> Mort et résurrection des sociétés démocratiques, libérales et totalitaires	1
<i>P. Gerbore:</i> Poland and Russia	5
<i>R. Scarpa:</i> Chroniques du Conseil de l'Europe	13
<i>E. Mariani:</i> Saint Benoît, Patron de l'Europe	16

*Bulletin Européen*

Rivista mensile - Spedizione in abbonamento postale gruppo terzo (70%)  
Edizioni Nagard Srl-Foro Traiano 1/A, Roma - Direttore responsabile: Sabino d'Acunto - Direzione e Redazione:  
Foro Traiano 1/A, Roma - telefoni: (06)679.77.85/678.09.48 - Registrazione Tribunale Roma n. 16966 del  
15.10.1977 (già n. 1861 del 15.2.1951) - «Centrostampa Nagard» Milano, Via Larga 11